Grâce à la mobilisation des salariés relayée par l'engagement de la région Occitanie, l'Etat accepte enfin de participer aux côtés de la Région au financement d'un délai supplémentaire demandé par les industriels intéressés par la reprise de l'usine de Saint Gaudens pour réussir à construire et financer sérieusement un projet d'avenir.

Cette nouvelle est une victoire. Sous réserve de validation par le tribunal de commerce le 8/09, elle permettrait un financement de la poursuite d'activité pour aller jusqu'à décembre et ainsi faire en sorte que le projet actuellement en construction aboutisse.

Concrètement, l'apport de 2M d'euros de l'Etat en complément des 3,5M de la Région peuvent permettre au tribunal de commerce de s'assurer le financement de ces 3 mois de délai. C'est ce qui est nécessaire aujourd'hui pour sauver l'usine et les emplois.

La CGT salue cette victoire qui en entraînera d'autres, notre mobilisation et notre engagement ne faibliront pas jusqu'au redémarrage de l'usine

Toulouse le 7 septembre 2026